



LIGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE
EUROPEAN LEAGUE FOR ECONOMIC COOPERATION

« **Faut-il industrialiser l'Europe ?** »
 « *Should Europe be industrialised ?* »

Original : français / Translation English

Recommandations adoptées par la Commission économique et sociale
 le 12 mai 2022

et par le Conseil Central le 7 juin 2022

*Recommendations adopted by the Economic and Social Commission on 12 May 2022
 and Central Council on 7 June 2022*

Résumé/Summary

Les faits :

- la part de l'industrie dans la production et l'emploi décline nettement depuis trente ans dans la plupart des pays d'Europe ;
- la trop forte dépendance européenne des approvisionnements extérieurs est mise en évidence par une reprise chaotique, compliquée par les crises du COVID puis de l'Ukraine ;
- les objectifs ambitieux de lutte contre le changement climatique obligeront à des efforts de reconversion, d'investissement et de formation considérables ;
- le raccourcissement nécessaire des « chaînes de valeur » pour produire près des lieux de consommation et sécuriser les intrants nécessite aussi reconversions et investissements ;
- l'UE doit désormais soutenir ses « champions industriels » face à la concurrence.

The facts :

- the share of industry in production and employment has declined markedly over the last 30 years in most European countries;
- la trop forte dépendance européenne des approvisionnements extérieurs est mise en évidence par une reprise chaotique, compliquée par les crises du COVID puis de l'Ukraine ;
- Europe's excessive dependence on external supplies is highlighted by a chaotic recovery, complicated by the COVID and then Ukraine crises;
- The ambitious objectives on climate change will require considerable conversion, investment and training efforts;
- The necessary shortening of "value chains" to produce near consumer sites and secure inputs also requires conversion and investment
- The EU must now support its "industrial champions" vs competition

Nos propositions :

- Une priorité doit être donnée au sein de « Next Generation EU » et du Plan vert, au soutien du potentiel productif et exportateur, offensif (assurer l'accès aux marchés tiers) et défensif (garantir un « level playing field ») ;

- l'UE doit réduire ses dépendances : incitation au stockage stratégique, encouragement des circuits courts, dialogue avec les pays producteurs sur la sécurité des approvisionnements et le traitement équitable;

- la politique de lutte contre les positions dominantes et celle des aides d'Etat doivent être révisées à la lumière du marché mondialisé et du besoin de soutenir des champions européens ;

- les objectifs environnementaux nécessitent de mettre en place un mécanisme efficace d'ajustement aux frontières et des normes plus strictes pour les transports et le bâtiment ;

- l'U. doit accueillir (y compris en provenance de l'étranger) et former les compétences qui manquent à nos économies ; un effort considérable d'éducation et de formation continue doit répondre aux besoins des nouvelles branches d'avenir.

Our propositions:

- Priority must be given within the "Next Generation EU" and the Green Plan, supporting productive and export potential, offensively (ensuring access to third markets) and defensively (ensuring a 'level playing field').

- EU should reduce its dependencies: encouraging strategic storage and short circuits, as well as dialogue with producer countries on security of supply and fair treatment;

- The policy of combating dominant positions and state aid must be reviewed in the light of the globalized market and the need to support European champions;

- environmental objectives require an effective mechanism for adjustment at borders and stricter standards for transport and construction;

- EU must welcome (including from abroad) and train the skills that our economies lack; a considerable effort in training, continuing education and upskilling must meet the needs of the new branches of the future.

La Commission économique et sociale de la Ligue européenne de Coopération économique (LECE), réunie à Paris le 12 mai 2022, a débattu du thème « **Faut-il une politique industrielle pour l'Europe ?** » avec plusieurs personnalités :

- Madame Laurence de Richemont, chef d'unité à la Direction Générale GROW de la Commission Européenne
- Monsieur Louis Gallois, ancien PDG de la SNCF, de l'Aérospatiale, d'EADS et président du conseil de surveillance de PSA, Co-président de France Industrie
- Madame Heleen Bakker, Directrice des Relations avec l'Europe du Ministère de l'Economie et de l'Environnement des Pays-Bas
- Monsieur Gilles de Margerie, Directeur Général de France Stratégie
- Monsieur Diego Guri, Sous-directeur Général de AMEC, Association des Entreprises Industrielles Internationales (Espagne).
- Monsieur Grégoire Postel-Vinay, Conseiller du Directeur Général des Entreprises au Ministère de l'Economie et des Finances (France)

The Economic and Social Commission of the European League for Economic Cooperation (ELEC), met in Paris on 12 May 2022, and discussed the theme “Is an industrial policy for Europe needed? With several personalities:

- *Mrs Laurence de Richemont, Head of Unit at Directorate General GROW of the European Commission*
- *Mr Louis Gallois, former CEO of SNCF, l'Aérospatiale, EADS and President of the Board of Directors of PSA, co-president of France Industrie*
- *Mrs Heleen Bakker, Director of European relations within the ministry of economy and environment of the Netherlands.*
- *Mr Gilles de Margerie, Directorate General France Stratégie*
- *Monsieur Diego Guri, Deputy General Manager at AMEC.*
- *Monsieur Grégoire Postel-Vinay, Advisor to the Directorate General of the French Ministry of Economy, Trade and Industry.*

I Constat

1. Les pays de l'Union Européenne ont été pour la plupart de grandes puissances industrielles, avec une part très importante de ce secteur dans leurs activités. Certains d'entre eux connaissent cependant depuis au moins trois décennies un **fort déclin de la part de l'industrie** dans leur activité. Ainsi la part de la valeur ajoutée de l'industrie (au sens large) dans le PIB entre 2000 et 2020 est tombée de 20% à 13,4 % en France, de 19,5 à 16,4 % en Espagne, de 24,3 à 21,6% en Italie, de 29 à 27,7% en Pologne, et moindrement de 27,7 à 26,5% en Allemagne (moyenne mondiale en 2020 : 26% selon la Banque Mondiale) **(1)** ; dans le même temps, elle a augmenté dans des pays émergents comme la Corée par exemple, où elle dépasse 30%, ou la Turquie où elle atteint 38%...

Même s'il faut tenir compte du fait que certaines activités de service naguère incluses dans l'industrie sont aujourd'hui sous-traitées et classées dans le secteur des services (comptabilité, entretien, conseil de gestion, etc...) ce déclin a des conséquences importantes en matière d'emploi **(2)**, notamment la perte d'emplois qualifiés, contribuant probablement à la poussée du populisme **(3)**. Par ailleurs, il crée des écarts préoccupants en matière de compétitivité de l'économie et de balance des paiements entre les pays membres de l'UE.

2. La **question de la « souveraineté » européenne** – ou, pour certains, de notre autonomie stratégique - est de plus en plus présente dans les débats récents et les programmes politiques. Elle a été exacerbée par le constat des lacunes de l'U.E. en matière de santé (accès aux masques, aux vaccins, aux produits de base permettant la fabrication de médicaments, etc...), mais aussi dans la période la plus récente par le constat d'une dépendance excessive de l'extérieur dans de nombreux secteurs : en matière d'approvisionnement énergétique (cf la pénurie de gaz et de pétrole suite à la guerre en Ukraine) ; ainsi que, notamment, pour l'accès aux semi-conducteurs et aux

métaux rares, qui freine sérieusement le redémarrage des industries automobiles, aéronautiques et électroniques (4).

A cela s'ajoutent les aléas logistiques et d'approvisionnement liés aux évolutions de la situation et des politiques de la Chine et d'autres pays – d'autant que l'ouverture de la Chine tant au commerce qu'aux investissements européens semble de plus en plus problématique (5). La dépendance européenne apparaît également grande dans les secteurs les plus innovants comme l'automation, l'intelligence artificielle, la robotique, les nanotechnologies, le calcul à haute performance. La guerre en Ukraine et les tensions avec la Chine ont par ailleurs souligné la nécessité d'un renforcement des politiques européennes de défense. Les politiques nationales et européennes de protection de l'environnement ne permettent souvent pas dans le contexte actuel l'exploitation de ressources, notamment minières, pourtant présentes dans la plupart des pays.

Au total le problème de la souveraineté, au-delà des aspects de défense évoqués, se traduit en termes de relocalisation de la production et d'une partie des stocks en Europe ainsi que de nouveaux développements, d'innovations technologiques et opérationnelles, éventuellement en commun ou appuyés par des aides publiques, de productions stratégiques et des évolutions des fiscalités. Ceci n'empêche pas que l'U.E. demeure largement ouverte, dans son ensemble, aux échanges internationaux.

3. L'impératif de **lutte contre le changement climatique** change par ailleurs les perspectives de l'industrie Européenne : l'objectif de neutralité carbone en 2050 et, à un horizon plus proche, de décarbonation partielle de l'industrie dès 2030 va conduire à des reconversions considérables des secteurs industriels existants. Il induira en même temps de nouveaux besoins en matières de ressources et de matières premières ainsi que le développement de branches industrielles largement nouvelles : production d'énergies renouvelables, « économie hydrogène », logements basse consommation, transport électrifié ; etc...Le maintien d'énergies « pilotables (nucléaire, hydro - électricité - et gaz lorsqu'il le faut) reste cependant nécessaire.

La masse d'investissements nécessaires – estimée par certains économistes à 4% du PIB *annuel* - et l'ampleur des reconversions à effectuer, notamment avec la formation de la main d'œuvre à de nouvelles qualifications, justifierait un effort commun tel qu'il est amorcé dans le plan de relance (Next Generation EU) et le plan vert européens.

4. La volonté, largement répandue depuis la crise « COVID » de 2020 – 2021, prolongée par les conséquences de la guerre en Ukraine, de **raccourcir les « chaînes de valeur »** en rapprochant les lieux de production et de consommation aura des conséquences importantes. Elle paraît nécessaire pour réduire le degré trop élevé de dépendance de l'U.E. par rapport à des sources d'approvisionnement dont l'expérience a montré qu'elles étaient plus aléatoires qu'on ne le pensait. Cette volonté nouvelle nécessitera elle aussi des investissements lourds et soutenus sur des années et une reconversion importante – dont les coûts doivent être mesurés et anticipés - de l'organisation de nos entreprises.

Cela peut avoir par ailleurs des conséquences en termes de politique étrangère nationale et européenne ; notamment, l'U.E. doit en parallèle œuvrer pour conforter la

position et la liberté d'action de ses entreprises et de leurs filiales à l'étranger sur les marchés mondiaux.

5. L'Union Européenne, dont la balance des paiements est restée globalement excédentaire tout au long des deux dernières décennies – ce n'est plus le cas depuis fin 2021, du fait notamment de l'alourdissement de la facture énergétique (6) -, s'est jusqu'à présent peu préoccupée de **soutenir ses champions industriels (7)**, privilégiant le libre-échange (une quarantaine d'accords de ce type, formant le plus important réseau mondial, ont été conclus).

Elle les a même parfois directement bloqués, s'en tenant à une vision étroite de la concurrence sur le seul marché européen alors que les marchés sont aujourd'hui mondialisés. Une politique de la concurrence rigoureuse, destinée à éviter la formation de monopoles ou d'oligopoles et axée sur la défense prioritaire des consommateurs européens, a certes conduit à faire bénéficier ceux-ci de prix bas, mais au prix de la perte de positions-clefs dans nombre de branches industrielles. Elle a négligé les risques de dépendance excessive à l'égard de l'extérieur, crûment mis en évidence par la crise géopolitique actuelle. Cette attitude peut cependant paraître aujourd'hui quelque peu naïve et dépassée, notamment face aux stratégies poursuivies par des pays comme la Chine et la Russie, mais aussi, les USA, l'Inde et d'autres...

Les actions en cours concernant les PIEEC (Programmes d'intérêt européen économique commun) marquent cependant une évolution bienvenue. Dans ce cadre, les questions tarifaires (grands réseaux, notamment d'électricité) doivent faire l'objet d'un examen permettant de faciliter les investissements de long terme.

I The facts

1. The European Union countries were for the most part major industrial powers, with a very large share of the industrial sector in their activities. However, for at least three decades, some of them have been experiencing a sharp decline in the share of industry in their activity. Thus, the share of industrial value added (broadly defined) in GDP between 2000 and 2020 fell from 20% to 13.4% in France, from 19.5% to 16.4% in Spain, from 24.3% to 21.6% in Italy, from 29% to 27.7% in Poland, and less from 27.7% to 26.5% in Germany (World Bank average in 2020: 26%) (1); at the same time, it increased in emerging countries such as Korea, where it exceeds 30%, or Turkey, where it reaches 38%...

Although it should be borne in mind that some service activities formerly included in industry are now outsourced and classified in the service sector (accounting, maintenance, management consulting, etc.), this decline has important employment consequences, including the loss of skilled jobs (2), probably contributing to the growth of populism (3). It also creates worrying gaps in the competitiveness of the economy and in the balance of payments between EU member countries.

2. *The question of **European “sovereignty”** – or, for some, our strategic autonomy – is increasingly present in recent debates and political agendas. It has been exacerbated by the EU’s shortcomings. In the field of health (access to masks, vaccines, basic products for the manufacture of medicines, etc.), but also in the most recent period, there has been an excessive dependence on the outside world in many sectors: in terms of energy supplies (see the shortage of gas and oil following the war in Ukraine); and, in particular, in terms of access to semiconductors and rare metals, which seriously impedes the revival of the automotive, aeronautical and electronic industries (4).*

To this must be added the logistical and supply uncertainties associated with changes in the situation and policies of China and other countries – especially as China’s openness to both European trade and investment seems increasingly problematic (5). European dependence is also high in the most innovative sectors such as automation, artificial intelligence, robotics, nanotechnology and high-performance computing. The war in Ukraine and tensions with China have also underlined the need to strengthen European defense policies. National and European environmental protection policies often do not allow the exploitation of resources, particularly mining resources, which are present in most countries.

All in all, the problem of sovereignty, over and above the defense aspects mentioned, is reflected in the relocation of production and part of stocks in Europe, as well as new developments, technological and operational innovations, possibly in common or supported by public aid, strategic production and tax changes. This does not prevent the EU to remain broadly open to international trade as a whole.

3. *The need to **combat climate change** is also changing the outlook for European industry: the objective of carbon neutrality in 2050 and, on a more immediate horizon, partial decarbonization of industry by 2030 will lead to considerable restructuring of existing industrial sectors. At the same time, it will lead to new needs for resources and raw materials, as well as the development of largely new industrial branches: production of renewable energy, “hydrogen economy”, low-consumption housing, electrified transport, etc....The maintenance of “manageable” energies (nuclear, hydro-electricity, and gas when necessary) remains necessary.*

The amount of investment needed – estimated by some economists to be 4% of annual GDP – and the scale of the conversion required, particularly with the training of the workforce for new skills, would justify a joint effort as initiated in the Next Generation EU stimulus package and the European Green Plan.

4. *The widespread desire since the “COVID” crisis of 2020 – 2021, prolonged by the consequences of the war in Ukraine, to **shorten “value chains”** by bringing production and consumption closer together will have important consequences. It seems necessary to reduce the excessive degree of dependence of the EU. in relation to sources of supply whose experience has shown that they are more uncertain than previously thought. This new objective will also require heavy and sustained*

investment over the years and substantial retraining – the costs of which must be measured and anticipated – in the organisation of our enterprises.

This may also have implications for national and European foreign policy, including the EU. At the same time, it must work to strengthen the position and freedom of action of its companies and subsidiaries abroad in world markets.

5. *The European Union, whose balance of payments has remained globally in surplus over the past two decades – and this has not been the case since late 2021, owing in particular to the increase of the energy bill (6) – has so far done little to **support its industrial champions (7)**, favoring free trade (some 40 such agreements, forming the world's largest network, have been concluded).*

It has sometimes even blocked them directly, maintaining a narrow view of competition in the European market alone, whereas markets are now globalized. A rigorous competition policy, designed to avoid the formation of monopolies or oligopolies and aimed at the priority defense of European consumers, has certainly led to low prices for consumers, but at the cost of losing key positions in many branches of industry. It has neglected the risks of over-dependence on the outside world, starkly exposed by the current geopolitical crisis. But this attitude may now seem a little naive and outdated, especially in the face of the strategies pursued by countries like China and Russia, but also the US, India, and others.

A welcome development, however, is the ongoing work on the PEEIs (Programmes of Common European Economic Interest). In this context, tariff issues (major networks, especially electricity) need to be addressed to facilitate long-term investment.

II Propositions

Souhaitant apporter sa contribution à l'élaboration de stratégies permettant de consolider les actions de relance de l'Union européenne et de confortement de sa base productive industrielle tout en utilisant pleinement les atouts du Marché unique européen, notre Commission formule les remarques et propositions suivantes :

1. Le redressement du potentiel productif et exportateur de l'industrie en Europe doit être désormais reconnu comme un objectif à part entière dans les stratégies de l'U.E. Il nécessite **qu'une priorité lui soit donnée**, au sein du plan « Next Generation EU » comme dans les autres politiques de l'Union. Ce plan prolonge la réorganisation des services de la Commission Européenne autour de 14 « écosystèmes industriels » et de la nouvelle Direction générale GROW.

Cette nouvelle politique industrielle doit couvrir à la fois un volet offensif (reconquérir des parts de marché, assurer notre accès aux biens nécessaires sur les marchés mondiaux) et un volet défensif (garantir un « level playing field », empêcher la concurrence déloyale et garantir la cyber-sécurité). Sa mise en œuvre peut être grandement facilitée par le recours, aussi souvent que nécessaire, à la « géométrie variable », qui permet aux pays les plus capables et désireux de le faire d'avancer plus vite.

2. La question de la « souveraineté » en matière industrielle ne doit pas être vue sous un angle idéologique, mais dans une approche pragmatique visant, par une action soutenue sur la durée, à **réduire la dépendance européenne** à l'égard d'importations de matières premières, de produits énergétiques, de semi-conducteurs, de pièces détachées, ainsi que de logistique. L'U.E. doit mettre en place une stratégie construite en ce sens (8) :

- révision des politiques de « zéro stock » et de production à la demande (« just on time ») des entreprises, qui doivent y être incitées par de nouvelles règles, comme par exemple en matière de stockage de gaz et de renforcement des stocks dits « stratégiques » ;
- politiques favorisant la consommation de produits locaux avec des chaînes de transport courtes et des modalités de partage ;
- recherche du dialogue avec les pays producteurs pour sécuriser ses chaînes d'approvisionnement en s'assurant de la disponibilité à long terme des intrants nécessaires, de même que d'un traitement équitable des droits de propriété intellectuelle et des activités des entreprises européennes dans ces pays.

Le coût de ces politiques ainsi que les mesures financières et fiscales qu'elles impliquent devront être estimés plus en détail.

3. Il doit désormais être admis que l'Europe doit, comme les autres continents, soutenir ses « champions » industriels au lieu de les décourager. Cela nécessite une **révision en profondeur de la politique de la concurrence (9)**, qui a visé jusqu'à présent avant tout à protéger les consommateurs, alors que l'avenir industriel de l'Europe dépend largement de la place donnée au soutien à la recherche, à l'innovation, aux PM (10), aux start-ups, mais aussi aux entreprises de plus grandes tailles, « licornes » ou grandes entreprises mondialisées. Celles-ci doivent être articulées avec les politiques industrielle et commerciale et capables de devenir les points d'appui d'une industrie européenne forte dans l'avenir, aussi bien dans l'UE que dans la compétition internationale. Les groupements sectoriels d'entreprises européennes sont un des instruments utiles pour faciliter un dialogue structuré dans ce domaine.

La réduction de la dépendance de l'U.E. à l'égard d'importations dans des secteurs stratégiques doit donc être un objectif à égalité avec la protection des consommateurs ; et il doit être clair que la concurrence doit être appréciée eu égard au risque de situation dominante sur les marchés *mondiaux* et non sur le seul marché européen. De même, la doctrine en matière d'aides d'Etat doit être révisée pour permettre celles qui sont indispensables au développement de secteurs stratégiques aujourd'hui absents ou insuffisants en Europe.

Il est important par ailleurs qu'une stratégie proactive soit poursuivie en matière de **normes techniques**. L'action de l'U.E. doit être amplifiée, y compris au sein de l'ISO, pour tenir compte de la concurrence accrue d'autres pays sur ce terrain.

4. La politique énergétique européenne dans le cadre du « Plan vert » doit permettre d'atteindre les objectifs ambitieux qu'elle s'est fixés (-55% d'émissions de GES en 2030 par rapport à 1990) en préservant la compétitivité européenne et en tenant compte des situations particulières de certains pays. Ceci nécessite de mettre en place un **mécanisme efficace d'ajustement aux frontières** pour préserver nos entreprises d'une concurrence déloyale de producteurs « moins-disant écologiques ».

Cela nécessite aussi d'adopter une approche plus réaliste de la stratégie en matière énergétique, dont les difficultés sont illustrées notamment par la « taxonomie » européenne, qui met actuellement sur le même pied des sources d'énergie polluantes et plaçant l'Europe en situation de dépendance (le gaz) et des sources stables n'émettant pas de G.E.S. De même, la politique européenne actuelle de prix de l'énergie doit être revue à la lumière des impératifs de compétitivité dans chaque bassin industriel.

L'U.E. doit aussi mettre en place une stratégie plus ambitieuse en matière de promotion de bâtiments basse consommation, ce qui nécessite d'une part la mise en place de normes contraignantes et d'autre part le développement d'un outil industriel plus performant dans le domaine de la construction (en bois par exemple), l'équipement et la rénovation de bâtiments.

5. L'industrie européenne ne pourra être compétitive que si elle peut disposer d'une main d'œuvre compétente et bien formée. La faiblesse démographique de notre continent fait qu'il doit, par des politiques sociales et d'emploi appropriées, **mobiliser le maximum de personnes – y compris par le recours à une immigration maîtrisée** accueillant les compétences qui manquent à nos économies et complétant la formation de ces migrants - pour élargir sa population active. Cet enjeu économique essentiel doit être présenté et expliqué aux citoyens européens dans le cadre d'une campagne de communication claire et adaptée.

Mais il faut surtout qu'un **effort considérable soit fait dans le domaine de l'éducation et de la formation continue** pour réussir à adapter les compétences des citoyens européens aux défis de l'avenir : numérique, environnement (**II**), énergies décarbonées (dont le nucléaire), industrie et services de santé, intelligence artificielle, robotique, etc. Cela nécessite un programme d'ensemble ambitieux, décliné dans chaque pays, pour mettre en place des systèmes d'enseignement et de formation continue adaptables et agiles.

Wishing to make its contribution to the development of strategies to consolidate the European Union's recovery efforts and consolidate its industrial productive base while making full use of the advantages of the Single European Market, our Commission makes the following comments and proposals:

1. *The recovery of the productive and export potential of industry in Europe must now be recognised as an objective in its own right in EU strategies. **It needs to be given priority** in the Next Generation EU Plan. As in other EU policies. This plan extends the reorganisation of the services of the European Commission around 14 "industrial ecosystems" and the new Directorate-General GROW.*

This new industrial policy must cover both an offensive aspect (regaining market share, ensuring our access to the necessary goods on world markets) and a defensive aspect (guaranteeing a level playing field, preventing unfair competition and guaranteeing cyber security). Its implementation can be greatly facilitated by the use, as often as necessary, of "variable geometry", which allows countries that are most capable and willing to do so to move faster.

2. *The question of industrial "sovereignty" should not be seen from an ideological perspective, but from a pragmatic approach aimed at reducing Europe's dependence on imported raw materials, energy products, semiconductors, spare parts, and logistics through sustained action over time. THE EU. must put in place a strategy constructed along these lines (8):*

- revision of the "zero stock" and "just on time" policies of enterprises, which must be encouraged by new rules, such as those relating to the storage of gas and the strengthening of strategic stocks;

- policies favouring the consumption of local products with short transport chains and sharing arrangements;

- seeking dialogue with producing countries to secure its supply chains by ensuring the long-term availability of the necessary inputs, as well as fair treatment of intellectual property rights and European business activities in these countries.

The cost of these policies, as well as the financial and fiscal measures they entail, will have to be estimated in more detail.

3. *It must now be recognized that Europe, like other continents, must support rather than discourage its industrial "champions." This requires **a thorough review of competition policy (9)**, which has so far focused on protecting consumers, while Europe's industrial future depends largely on support for research, innovation, SMEs (10) start-ups, but also for larger, "unicorns" or large, globalised companies. These must be linked to industrial and trade policies and capable of becoming the basis for a strong European industry in the future, both in the EU and in international competition. European business sector groupings are one of the useful tools to facilitate structured dialogue in this area.*

Reducing dependence of the EU imports on strategic sectors, must therefore be an objective on an equal footing with consumer protection; and it must be clear that competition must be assessed in the light of the risk of dominance on world markets and not on the European market alone. Similarly, the doctrine on state aid needs to be

revised to allow for aid that is essential for the development of strategic sectors that are currently absent or insufficient in Europe.

It is also important to pursue a proactive strategy in norms and technical standards. The action of the EU needs to be amplified, including within ISO, in order to take into account the increased competition from other countries in this field.

4. *European energy policy under the “Green Plan” is designed to achieve the ambitious targets it set itself (-55% of GHG emissions in 2030 compared to 1990) while maintaining European competitiveness and taking into account the particular situations of certain countries. This requires an effective **border adjustment mechanism** to protect our businesses from unfair competition from “less environmentally friendly” producers.*

It also requires a more realistic approach to energy strategy, the difficulties of which are illustrated by the European “taxonomy,” which currently equates polluting energy sources with Europe’s dependence on gas and stable non-GHG sources. Similarly, the current EU energy pricing policy needs to be reviewed in the light of the need for competitiveness in each industrial basin.

The EU should also set up a more ambitious strategy for the promotion of low-cost buildings, which requires, on the one hand, the introduction of binding standards and, on the other, the development of a more efficient industrial tool in the field of construction (of wood, for example), equipment and the renovation of buildings.

5. *European industry can only be competitive if it has a skilled and well-trained workforce. The demographic weakness of our continent means that, through appropriate social and employment policies, it must **mobilize as many people as possible – including through controlled immigration** that takes in the skills that our economies lack and supplements the training of these migrants – to expand its workforce. This essential economic challenge must be presented and explained to European citizens as part of a clear and appropriate communication campaign.*

*But, above all, a **considerable effort must be made in the field of education and life-long training** to adapt the skills of Europe’s citizens to the challenges of the future: digital technology, the environment (11), decarbonized energy (including nuclear energy), industry and health services, artificial intelligence, robotics, etc. This requires an ambitious overall programme, in each country, to develop flexible and agile continuing education and training systems.*

Notes

¹ Cette part de l’industrie a même augmenté d’un point aux Pays-Bas au cours de la dernière décennie.

² Le rapport de France Stratégie « Les politiques industrielles en France » (2021) montre l’ampleur des destructions d’emplois industriels, liées au transfert dans des pays à bas coût de main d’œuvre d’une grande part de leurs activités productives. Toutefois la part de l’emploi industriel dans l’ensemble de l’UE s’est récemment quelque peu redressée, passant de 13 % en 2017 à 13,8% en 2021.

³ Selon une étude du patronat espagnol (AMEC), chaque emploi industriel génère 2,2 emplois supplémentaires dans les autres secteurs de l’économie.

⁴ La Commission européenne a analysé 137 produits ou sous-secteurs où ce problème de dépendance se pose ; au total, 6% des importations européennes seraient concernés, dont la moitié en provenance de Chine. Une liste des matières premières critiques, comme les terres rares – par exemple, 90 % du cobalt nécessaire à l’industrie européenne provient du Congo mais est raffiné en Chine - certains métaux (comme le magnésium), les batteries, l’hydrogène, les principes actifs des antibiotiques...

⁵ Un rapport récent du BDI, le patronat allemand, fait état de préoccupations majeures en ce sens ; ce discours est nouveau du côté des responsables de ce pays.

⁶ La balance commerciale de l’U.E a été déficitaire chaque mois depuis le dernier trimestre 2021, le déficit atteignant 10,7 milliards d’euros en décembre. Outre la forte hausse du coût des importations énergétiques, ceci est dû aussi à l’arrêt partiel de la production de secteurs fortement exportateurs, en particulier l’automobile, du fait de difficultés d’approvisionnement en semi-conducteurs, en métaux rares et en pièces détachées.

⁷ Comme l’ont montré, parmi d’autres, les exemples de refus du rapprochement entre General Electric et Honeywell (2001), Schneider et Legrand (2002), Hutchison et Telefonica UK (2016), Alstom et Siemens (2019), EADS et British Aerospace...

⁸. Le développement de « projets d’intérêt commun européen » va déjà dans ce sens.

⁹. Cette révision est déjà en partie lancée, grâce par exemple aux « projets d’intérêt commun européen ».

¹⁰. L’U.E. développe en ce sens des « European cluster collaboration platforms ».

¹¹. Dans le seul domaine de l’environnement, on estime que des centaines de milliers d’emplois seront supprimés dans les activités trop polluantes ou trop consommatrices d’énergie ; or les emplois nouveaux qui apparaîtront nécessiteront des compétences nouvelles tout à fait différentes de celles que mobilisaient les emplois supprimés.

¹ *The European Commission has analysed 137 products or sub-sectors where this dependence problem arises; in total, 6% of European imports would be affected, half of them from China. A list of critical raw materials, such as rare earth – for example, 90% of the cobalt needed by European industry comes from the Congo but is refined in China – certain metals (such as magnesium), batteries, hydrogen, active antibiotic principles...*

² *The EU trade balance has been in deficit every month since the last quarter of 2021, with the deficit reaching EUR 10.7 billion in December. In addition to the sharp rise in the cost of energy imports, this is also due to the partial cessation of production in high-exporting sectors, particularly the automotive sector, due to difficulties in supplying semiconductors, rare metals and spare parts.*

³ *As has been shown, among others, the example of refusal of mergers between General Electric and Honeywell (2001), Schneider and Legrand (2002), Hutchison and Telefonica UK (2016), Alstom and Siemens (2019), EADS and British Aerospace...*

⁴ *The development of “projects of common European interest” is already moving in this direction.*

⁵ *This revision is already partly under way, thanks for example to “projects of common European interest”.*

⁶ *In this sense, the EU is developing European cluster collaboration platforms.*

⁷ *In the environmental field alone, it is estimated that hundreds of thousands of jobs will be lost in activities that are too polluting or consuming too much energy; yet the new jobs that emerge will require new skills that are quite different from those of the jobs lost.*

⁸ *The development of “projects of common European interest” is already moving in this direction.*

⁹ *This revision has already v-been partly launched, thanks to, e.g. “projects of common European interest”.*

¹⁰ *The EU develops “European cluster collaboration platforms” in this sense.*

¹¹ *In the area of the environment alone, it is estimated that hundreds of thousands of jobs will be lost in activities that are too polluting or consume too much energy, however, the new jobs that will appear will require new skills that are completely different from those mobilized by the jobs that have been eliminated.*